

# A qui profite le libéralisme ?

**M**onde étonnant que celui de ce début de siècle. D'un côté, la fin de 1999 a vu l'échec des discussions de Seattle, comme si le monde refusait un libéralisme plus ouvert, plus global. De l'autre, les sociétés occidentales n'ont jamais autant consommé, ménages et entreprises dopés par l'euphorie des places financières et les perspectives promises du développement d'Internet. Le Noël de 1999 a battu tous les records de consommation et, ne seraient les horreurs d'une tempête meurtrière et d'une marée noire catastrophique, rien n'aurait tempéré l'optimisme conquérant de nos sociétés.

Depuis quelques années je m'interroge, en regardant un jouet, une paire de jeans ou l'un de ces gadgets qu'offrent magasins et restaurants, ce qui justifie tant de production à bon marché. Qu'est-ce qui me permet d'acheter autant et si peu cher ?

Quand, à partir de 1945, se sont développés le GATT et l'OCDE, le but visé était de diminuer les droits de douane de façon réciproque, et de supprimer les contingents d'échanges entre les pays. Ce système a sans conteste accru le niveau de vie de l'ensemble des populations de la planète, en permettant aux producteurs de matières premières, de produits manufacturés simples - ou d'ananas -, de trouver des débouchés potentiels sur des marchés enfin accessibles.

Les tenants du libéralisme globalisé arguent aujourd'hui qu'il suffit de poursuivre sur le même chemin : diminuer encore les contingents, libéraliser les droits sur les services (financiers par exemple) et sur la propriété intellectuelle. Mais sans aller jusque-là, est-on bien encore aujourd'hui dans cette voie du « progrès mondial » ?

Depuis plusieurs mois, les Etats-Unis vivent sur leur planète Internet qui

sont délocalisées. Il suffit d'aller aux Etats-Unis pour en être convaincu. Les productions polluantes, bruyantes, pénibles, sont délocalisées vers ces « démocraties » ou plus exactement ces « économies de marché nouvellement libérées » qui peu, à peu, sous la houlette du grand frère américain, ont gagné le monde, prêtes à accueillir à peu de frais toutes les productions où elles trouvent une piste de développe-

ment. A peu de frais, puisque les pays en développement n'ont pas les moyens d'offrir à leurs concitoyens une protection sociale, une éducation, un environnement, une retraite, ni même souvent d'assurer des conditions de travail décentes. Dit simplement, cela s'appelle de l'esclavage. Les riches exploitent les pauvres, en les assurant de la bienveillance des grands frères occidentaux, et sans même leur promettre des jours meilleurs quand ils se seront libérés. Le FMI dicte sa loi : pour obtenir des fonds il faut une économie structurée, prête à lier sa vie

à celle de l'Occident, en empruntant dans ses devises, en investissant dans ses systèmes de production. Et en abreuvant ses désirs incommensurables de consommation. La loi du commerce mondial est d'acheter là où les biens sont les moins chers, là où ils sont produits par d'autres humains moins bien lotis que nous. Mais elle ne les aide pas automatiquement à se développer. Car, éton-

namment, le prix des matières premières et des productions de base sont, elles aussi, à la baisse. Les pays producteurs produisent trop pour en tirer un bénéfice réel. Tandis que nous, pays riches, pouvons consommer à très bas prix.

Evidemment, les délocalisations génèrent du chômage chez nous, laissant sur le carreau les moins qualifiés. Mais qu'importe. Que surgisse une trouvaille, un concept nouveau, un service technologique et sophistiqué, et voilà l'euphorie. Le mouvement de progrès voulu initialement par la libéralisation n'est plus équilibré. Les richesses générées par les économies riches n'ont plus de commune mesure avec la valeur de la production des pays en développement. Alors que le progrès ne vaut,

dit-on, que s'il est partagé. Il n'y a pas si longtemps, on ne trouvait d'ananas que chez les plus prestigieux épiciers, et à un prix quasi inaccessible. Aujourd'hui nous pouvons manger un ananas à chaque repas. Comme dit le grand patron d'une multinationale, « il faut sans doute que l'OMC relève le prix de l'ananas »...

Par ailleurs, ce mouvement de désindustrialisation des pays occidentaux n'est pas si anodin. Car il nous rend totalement dépendants. Si demain les pays « en développement » s'arrêtaient de produire (et, surtout, de nous fournir), notre opulence cesserait du jour au lendemain. En 1973, cela s'appelait « la crise du pétrole ». Nous n'avons pas de pétrole et nous en dépendons de plus en plus. Attendrons-nous celle de l'ananas, des blue-jeans, de l'électronique, pour remettre à leur niveau les achats que nous effectuons dans ces pays en développement ? Aujourd'hui, à l'heure où nous en produisons de moins en moins nous-mêmes, de telles crises toucheraient tous les secteurs de notre activité. Cela ne vaut-il pas la peine de prendre les devants et de les éviter ?

\* Jean-Christophe Berlot est ingénieur de l'Ecole centrale, directeur de mission dans un cabinet de conseil en stratégie, auteur de « La crise ? C'est moi ! » aux Editions L'Harmattan.

**Le progrès ne vaut que s'il est partagé.**

**Or, les productions polluantes, bruyantes, pénibles, sont délocalisées vers les « économies de marché nouvellement libérées » des pays en développement.**

permet à Mr. et Mrs. Jones de placer leur fortune en Bourse et de la faire croître par le simple jeu de l'offre et de la demande. Il a suffi d'une technologie, d'une mode assez forte pour embraser le monde. Services, communications, informatique, permettent de créer des richesses incommensurables, qui tirent toute l'économie, justifient une création monétaire sans précédent, attisent la croissance et attirent les plus brillants diplômés dans une spirale que les économistes qualifient de « vertueuse ».

Les industries traditionnelles, elles,

ment. A peu de frais, puisque les pays en développement n'ont pas les moyens d'offrir à leurs concitoyens une protection sociale, une éducation, un environnement, une retraite, ni même souvent d'assurer des conditions de travail décentes. Dit simplement, cela s'appelle de l'esclavage. Les riches exploitent les pauvres, en les assurant de la bienveillance des grands frères occidentaux, et sans même leur promettre des jours meilleurs quand ils se seront libérés. Le FMI dicte sa loi : pour obtenir des fonds il faut une économie structurée, prête à lier sa vie